

NEWS



Solidarność

Bi-mensuel

ISSN 0771-9388

Editeur responsable : Jerzy Milewski

9, av. de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles Belgique

15 janvier 1988

n° 104

NOUVEL-AN, NOUVELLE REALITE, NOUVEAU DEFI - LE SYNDICAT EST PRET

LE PRESIDENT de NSZZ "Solidarnosc", Lech Walesa, évoquant les tâches et les défis qui attendent NSZZ "Solidarnosc" cette année, a exprimé l'opinion que le Syndicat doit formuler et exposer plus fermement des propositions socio-économiques, alternatives à celles avancées par les autorités. De plus, davantage d'attention devrait être accordée aux suggestions d'appuyer les tentatives réformistes au niveau local. Contrairement à la propagande décrivant notre Syndicat comme totalement négativiste, NSZZ "Solidarnosc" a toujours proposé et appuyé les efforts positifs en faveur des nécessaires réformes. Actuellement, il développe une stratégie d'extension de ses activités au grand jour et de recherche de voies d'engagement positif dans les tendances réformistes officielles. Le fait est, cependant, que le zèle apparent du régime quant aux réformes demeure du domaine des mots plutôt que des actes. L'échec du référendum semble avoir fait perdre aux autorités leur assurance, rendant l'application des projets de réforme toujours plus éloignée et susceptible de remise en question. En clair, les forces pro-réformes sont en position de retrait, ce qui n'est pas de bonne augure pour l'avenir. Les initiatives législatives, présentées comme un "tremblement de terre", n'ont en fait rien introduit de neuf. La nouvelle loi électorale, contrairement aux attentes, maintient le monopole du parti sur les nominations des candidats. La possibilité de démocratisation du processus électoral, en permettant la participation des citoyens au choix initial des candidats, a été abandonnée, en contradiction de larges aspirations sociales. De même que ne se sont pas matérialisées les transformations, officiellement promises et attendues, dans le domaine idéologique offrant certains espoirs d'ouverture du système et de libéralisation. Il en va de même pour la réforme économique dont le contenu dynamique s'est émoussé dans sa période de préparation déjà et fut ensuite encore dilué lors de multiples révisions; de ce fait, la 2ème étape de la réforme apparaît mort-née. Cette sombre réalité est encore exacerbée par le fait que ayant échoué sur tous les fronts, le régime semble retrouver ses lourdes méthodes répressives. De plus en plus de militants sont en détention ou condamnés à la prison. Donc, dans une situation où un véritable dialogue est urgent, les autorités non seulement s'en écartent mais adoptent des tactiques répressives plus sévères. Aussi, NSZZ "Solidarnosc" est confrontée à un défi non seulement quant à la formulation d'une réponse effective en défense de ses membres et idéaux, mais aussi quant à la création et à l'expression d'un programme d'action dans une situation mouvante. Pleinement consciente du nouveau défi posé par une réalité en mutation, NSZZ "Solidarnosc" est déterminée à poursuivre la lutte pour deux buts fondamentaux: la reconquête de son droit à l'existence légale à l'avantage de tous les travailleurs polonais, et la réalisation de profondes réformes politiques sociales et économiques, rencontrant les aspirations démocratiques et pluralistes de la population.

RUMEURS DE DIALOGUE. Le 6 janvier, les médias ont fait état d'une offre du gouvernement de négociation avec NSZZ "Solidarnosc", si le Syndicat accepte certaines conditions. Contacté par des journalistes, Lech Walesa a répété que le Syndicat est prêt à négocier mais sans conditions et sur la base du respect des lois nationales et des conventions internationales. Il s'est déclaré cependant très sceptique quant à toute possibilité d'accord social sans l'institution d'un authentique pluralisme. Ensuite, les autorités ont démenti toute ouverture au Syndicat délégalisé mais ont mentionné la possibilité pour les militants individuels de rejoindre les organisations officielles existantes. Les intentions réelles du régime apparaissent dans les conditions présentées comme nécessaires à d'éventuelles négociations. Elles consistent rien moins qu'à demander à Lech Walesa et aux autres leaders de dissoudre le Syndicat, renoncer à leurs idéaux et à solliciter le pardon du régime; devenus alors des individus sans passé ni identité sociale, ils pourraient être autorisés à rejoindre les institutions officielles. Peut-on

appeler cela un dialogue avec NSZZ "Solidarnosc"?

LE SYNDICAT ANGLAIS de l'électricité, de l'électronique, de la télécommunication et de la plomberie et NSZZ "Solidarnosc" de la région de Gdansk ont signé un accord établissant des liens de coopération directe entre les deux syndicats. Le texte de l'accord daté du 11 novembre 87 envisage une étroite coopération dans les domaines des conditions de travail, des activités syndicales et de l'écologie, développant la lutte commune pour le respect des droits humains et syndicaux. Cela constitue la seconde coopération de ce genre menée avec un syndicat anglais, le premier étant l'accord du NALGO avec NSZZ "Solidarnosc" de la région de Szczecin. Plusieurs autres syndicats de Belgique, France, Italie, Norvège ont déjà noué des liens avec diverses structures régionales de notre Syndicat. L'importance d'une telle coopération internationale peut difficilement être surestimée, elle est essentielle. La véritable solidarité n'a pas de frontières.

4°P. 12007

ZBIGNIEW BUJAK, leader de NSZZ "Solidarnosc" de la région Mazowsze, a été interviewé par l'hebdomadaire clandestin "Tygodnik Mazowsze"; en voici quelques extraits.

Question: Quand vous parlez de "Solidarnosc", vous êtes optimiste, pourquoi?

Réponse: Seul "Solidarnosc" comme Syndicat et Mouvement a la force de faire avancer les réformes. Seul "Solidarnosc" construit les bases d'un dialogue entre différentes personnes, idées et tendances. (...)

Q: Actuellement, les actions du Syndicat sont rarement efficaces.

R: Cette perception critique n'est pas partagée par les militants syndicaux. Ceux qui sont engagés dans les structures ouvrières autogérées, de même que ceux associés aux projets appuyés par l'Eglise sont convaincus que ce travail, difficile, peu spectaculaire, est important pour "Solidarnosc".

Q: Envisagez-vous de nouveaux projets politiques?

R: Il vaut mieux attendre un peu. A présent, même les meilleures initiatives du Syndicat sont rejetées par le gouvernement. Il me semble que la 2ème étape de la réforme prouvera bientôt ce qu'elle vaut. (...) Alors nous pourrions être en position d'offrir le pacte socio-politique nécessaire pour mener les réformes politiques et économiques dans le pays. Les autres scénarios conduisent à un soulèvement social et à l'état de guerre. (...)

Q: Pourquoi êtes-vous si sceptique au sujet des réformes du gouvernement?

R: Les propositions législatives ne sont que des demi-mesures tandis que les changements de personnes maintiennent en fait le système centraliste. Dans toutes les entreprises, les structures de direction doivent être modifiées immédiatement. A l'usine de tracteurs "Ursus", p. ex., 70% de la direction administrative est jugée superflue mais bien sûr, un rapport signalant ce fait a été classé par les bureaucrates. Il est clair qu'aucune 2ème étape de la réforme ne les forcera à adopter les mesures de restructuration.

Q: Comment percevez-vous le rôle et les fonctions de la Commission Nationale Exécutive (KKW)?

R: Créer une seule structure de direction était important pour le fonctionnement interne du Syndicat. Dans des circonstances cruciales, la KKW doit clairement exprimer la politique de "Solidarnosc". Notre prochain défi, c'est d'attirer l'attention sur les dangers inhérents à la 2ème étape de la réforme. Si les propositions d'auto-financement des entreprises sont appliquées, des situations de conflit apparaîtront. Il serait bon que la KKW puisse guider les travailleurs dans la formulation de leurs réponses. P. ex., je suis pour permettre la liquidation des entreprises faillies; néanmoins, NSZZ "Solidarnosc" devrait anticiper ces issues en formulant un programme de réinsertion, d'allocations de chômage et de remplacement des travailleurs concernés. Sans un tel programme, nous n'accepterons pas les faillites. De plus, nous voulons informer les travailleurs des différentes branches de l'économie de la situation sociale globale, afin que les ouvriers d'usine soient pleinement conscients de la situation catastrophique des employés des services de santé et de l'éducation. La solidarité interprofessionnelle fut et reste la base de notre Syndicat.

LE COMITE FONDATEUR de NSZZ "Solidarnosc" de l'entreprise Poltex de Lodz a demandé son enregistrement au tribunal provincial. Cela s'ajoute à une liste de 30 entreprises où les travailleurs, malgré les répressions, revendiquent l'existence légale du Syndicat. Le Comité, de 15 militants, a diffusé une déclaration indiquant que cette initiative prise conformément aux droits humains, civils et politiques garantis par la Constitution, les Conventions de l'OIT et les Conventions Internationales. De plus, elle est justifiée par le besoin de fournir une protection syndicale aux travailleurs et par leur volonté de participer activement au processus visant à faire sortir le pays de sa profonde crise. De même, les entreprises des mines de Leczna ont formé un Comité Fondateur et en ont demandé l'enregistrement au tribunal provincial de Lublin. De semblables requêtes ont été présentées par les comités fondateurs des usines de fibres chimiques et de l'usine "Gryf" de Szczecin. Les militants syndicaux de plusieurs autres entreprises se préparent aussi à s'engager dans la bataille de l'enregistrement.

LE NOMBRE DE PRISONNIERS politiques augmente en Pologne. En novembre dernier, peu après l'annonce du référendum "démocratique", il est passé de 11 à 23. Il semble qu'on en revienne à cette forme de répression après une courte période où elle fut remplacée par d'autres mesures (amendes élevées, interpellations, perquisitions, confiscation de biens, ...). Boguslaw Szybalski de Elblag, arrêté en juillet alors qu'il transportait de l'équipement polygraphique de NSZZ "Solidarnosc" et condamné tout d'abord à une amende de 50 mille zlotys, a été récemment condamné à un an et demi de prison et 400 mille zl d'amende (le revenu mensuel moyen est de 27.000 zl). Un autre prisonnier politique, Krzysztof Wolf, de Varsovie, arrêté durant le pèlerinage ouvrier à Czestochowa, a refusé une proposition de collaboration avec la police et a été condamné à 2,5 ans de prison.

De sévères condamnations de prison ont également été prononcées contre plusieurs membres du mouvement écologiste et pacifiste "Liberté et Paix" (WiP) qui en tant qu'objecteurs de conscience, demandent un service de substitution, conformément à la loi. Comme Zbigniew Romaszewski, responsable de la Commission d'Intervention et de Légalité de NSZZ "Solidarnosc" et lauréat de la fondation Aurora des Droits de l'homme l'a souligné: "Tout cela se passe dans un pays dont le gouvernement affirme publiquement qu'il n'y a pas de prisonniers politiques". Peu avant le nouvel-an, Lech Walesa et 1.500 militants de NSZZ "Solidarnosc" de la région de Gdansk ont adressé à la Diète Polonaise un appel demandant la libération de tous les prisonniers politiques.

LA COMMISSION d'Intervention et de Légalité de NSZZ "Solidarnosc" a élargi sa composition à Janusz Bucholc (Grudziac, ul. Swierczewskiego 75, tel. 242.57) et Anna Morawiecka-Kowal (Wroclaw, ul. Kilinskiego 25/7, tel. 22.89.75). Celle-ci est la fille de Kornel Morawiecki, leader récemment arrêté de "Solidarité Combattante" et elle conduira les actions en faveur de tous les prisonniers politiques.

LE CONSEIL NATIONAL Provisoire des Agriculteurs de NSZZ RI "Solidarnosc" a adressé un mémorandum au Congrès des Syndicats Agricoles, tenu à Rome. Ce texte présente l'histoire de l'émergence et de l'enregistrement du Syndicat en 1981, son programme et ses activités présentes, de même qu'il décrit les problèmes majeurs des agriculteurs polonais. On peut ainsi y lire:

"nous appelons tous nos amis d'Europe et d'ailleurs à reconnaître notre Syndicat indépendant autogéré d'Agriculteurs NSZZ RI "Solidarnosc" et ses représentants, de même qu'à soutenir nos efforts visant à restaurer le droit de notre Syndicat à l'existence légale".

"SEUL CONTRE la mafia", ainsi la presse syndicale clandestine décrit-elle la campagne engagée par Kazimierz Owczarek contre la corruption et la mauvaise gestion aux Entreprises Municipales de Radom. Spécialiste de l'hygiène et de la sécurité du travail, K. Owczarek a dressé une liste de 22 manquements et pratiques de corruption des administrateurs de l'usine, ayant entraîné des pertes financières sévères. Le directeur lui a répondu par son licenciement, alors que la police de sécurité a sollicité sa collaboration. K. Owczarek a présenté l'affaire devant le tribunal et a obtenu un jugement favorable.

UN GROUPE DE JURISTES de Swinoujscie a adressé une motion à la Diète Polonaise proposant les amendements suivant au Code du Travail: - l'insertion d'une clause permettant aux travailleurs de rompre le contrat sur faute de l'employeur, en cas p. ex. de violation des règles de sécurité et de protection ou de violation des droits des ouvriers, - l'annulation des clauses anti-constitutionnelles permettant la prolongation de la journée de travail au-delà de 8 h.

*_*_*

PROFILS DE PRISONNIERS POLITIQUES

Kornel Morawiecki, leader de "Solidarité Combattante" a été arrêté le 19 novembre 1987 à Wroclaw et est inculpé de "contrebande" et de possession de faux documents d'identité. Il est en fait détenu pour son engagement démocratique clandestin depuis l'état de guerre. Kornel Morawiecki, scientifique de la Polytechnique de Wroclaw, a fondé "Solidarité Combattante" en 1982, constituant ainsi en une structure l'aide la plus radicale de "Solidarnosc". Il avait exprimé ainsi sa position: "... l'opposition au communisme est face à une alternative: ou bien rendre la cage plus agréable en en rendant un nid plus confortable, ou bien briser les barreaux, mordre les gardiens et gagner la liberté. C'est ce que nous avons choisi." Malgré l'emprisonnement de son leader, "Solidarité Combattante" continue de fonctionner comme une organisation clandestine. Notre Syndicat a condamné l'arrestation de Kornel Morawiecki, appelant à des actions pour sa libération; ainsi, Wladyslaw Frasnikiuk, responsable de NSZZ "Solidarnosc" pour la région de Basse-Silésie, a déclaré: "Quand Kornel a quitté notre Syndicat, ce fut une perte pour notre Syndicat et notre mouvement. J'ai pensé alors que dans la lutte pour des buts communs, il avait le droit de suivre sa propre voie. Maintenant qu'il est emprisonné, je ferai tout pour sa libération et celle de ses collègues. Ce sont tous des prisonniers de conscience auxquels le mouvement indépendant doit beaucoup. Nous nous en souvenons et nous lutterons pour leur libération".

Krzysztof Wolf, militant syndical de 28 ans des aciéries de Varsovie, a été arrêté le 18 septembre 1987 à Czestochowa lors du pèlerinage ouvrier à Jasna Gora. Il fut brutalement battu par la police et condamné à 50 mille zlotys d'amende (deux mois de salaire) pour possession d'images religieuses portant le logo de "Solidarnosc". Victime de la brutalité policière, emprisonné, il fut inculpé d'agression contre un policier. NSZZ "Solidarnosc" demande sa libération. Les métallurgistes de Varsovie ont mené plusieurs interrup-

tions de travail, des actions de protestation à l'entrée des aciéries et ont appelé le soutien de l'Eglise.

LES RETRAITES EN POLOGNE: 70% des pensionnés vivent sous le seuil de pauvreté. Durant les années 1980-81, les structures régionales de NSZZ "Solidarnosc" ont intégré des associations locales, créées spontanément, de retraités et pensionnés afin de leur fournir l'aide nécessaire et de défendre leurs droits. L'état de guerre et la délégalisation de notre Syndicat les ont privés de tout soutien social. La profonde crise économique, l'inflation galopante et le délabrement du système de santé les ont touchés en plein. Dans ces circonstances, dans plusieurs régions du pays, les personnes âgées ont décidé de reconstruire leurs associations. La réponse des autorités à ces initiatives est illustrée par le cas du Comité Silésien d'Assistance aux personnes âgées et invalides. En octobre 1987, le Comité a créé un Conseil Régional Temporaire, exprimant le souhait que cette initiative permettra, ne fut-ce que de manière limitée, de contribuer à alléger le poids des difficultés quotidiennes des retraités. "Si nous restons indifférents, indique la déclaration du Conseil, demain, leurs conditions d'existence seront encore plus insupportables. Nous comptons sur toutes les personnes concernées par le sort des personnes âgées, des invalides, des veuves et des orphelins". Le 1er novembre, le Conseil a informé les autorités provinciales de cette initiative répondant à un besoin social aigu. Quelques jours plus tard, les autorités ont convoqué les responsables du Conseil pour interrogatoires et les accusant d'implications dans des organisations illégales, les ont menacés "d'amendes" et de "mesures coercitives". Incapables de garantir aux personnes âgées une indispensable protection sociale, les autorités leur refusent même le droit de s'aider mutuellement.

LA JEUNESSE EN POLOGNE: la publication clandestine "MOST" a publié récemment une étude sociologique sur la jeune génération. Son auteur, Tomasz Jerz, note que la jeunesse entrant sur la scène sociale dans la période postérieure à l'état de guerre, est fondamentalement anti-communiste, bien que cette attitude ne se manifeste pas nécessairement dans des activités concrètes d'opposition mais reste limitée à une condamnation verbale du système. Analysant les résultats d'un sondage mené dans le milieu universitaire, l'auteur souligne que l'identification des communautés académiques étudiantes à l'idéologie marxiste est virtuellement au niveau zéro. Il n'y a pas de raison de douter qu'il en est de même dans les autres groupes de jeunes.

Le sondage confirme la persistante apathie sociale touchant le pays, avec 78% des étudiants affirmant n'avoir aucune possibilité d'influencer le cours des événements nationaux ou des questions sociales et plaçant les activités sociales au bas de leur échelle de priorité.

Face à cette majorité plutôt grise, on trouve différents groupes de jeunes appliquant une version plus radicale d'activisme socio-politique. Le mouvement écolo-pacifiste "Liberté et Paix" (WiP) - révélant pour la 1ère fois ouvertement un sentiment répandu de rejet du militarisme - et l'Association clandestine Indépendante des Etudiants fournissent un appui à une multitude de structures et de groupes de lycéens, proches de l'Eglise.

Cette étude éclaire aussi un groupe particulier de jeunes, les membres des organisations communistes de jeunesse. Les jeunes communistes, ou peut-être seulement les carriéristes, apparaissent comme un groupe extrêmement conservateur, attaché fermement au

système des privilèges aux membres du parti. Les membres de mouvements de jeunesse communiste révèlent des tendances prononcées de soutien au modèle totalitaire stalinien, sous une forme néanmoins édulcorée.

Sur base de cette enquête, l'auteur formule la conclusion que pareille radicalisation des attitudes des jeunes conduira inévitablement à une nouvelle crise suivant un double scénario possible: dans un premier cas, rien ne se produira. La Pologne continuera sa plongée dans une apathie plus profonde encore et deviendra un équivalent européen du tiers-monde. Dans un second cas possible, l'incompétence du régime conduira la Pologne à un point où l'explosion sociale sera la seule voie de sortie. Un tel bouleversement pourrait être réduit par la force ou apaisé par un dialogue avec la société. L'histoire des soulèvements sociaux en Pologne, néanmoins, révèle une particularité, la montée des revendications politiques à chaque crise successive. C'est pourquoi il est très probable que la prochaine explosion sociale renverse le régime et change l'ordre en vigueur, ou bien que le pouvoir en place soit préservé, cette fois, par une "aide étrangère". Du fait du délabrement apparemment inexorable de l'économie et de la torpeur politique, le second scénario de crise apparaît plus plausible. Tomasz Jerz souligne le fait que la lutte pour gagner les faveurs de la jeunesse est déjà engagée. Le pouvoir dispose pour cela d'atouts majeurs: les privilèges et avantages. L'opposition démocratique, de son côté, a un énorme capital de confiance, des leaders crédibles, un sentiment généralisé de désillusion envers le socialisme réel. Donc, l'issue finale de cet enjeu est loin d'être certaine.

--*

-